



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE- NEUVIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 14 avril 2010 — N° 104

Neuf heures quarante-cinq

Président de l'Assemblée nationale :
M. Yvon Vallières

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de La Pinière sur le sujet suivant : *Félicitations à Mme Viviane Forest, du comté de La Pinière, pour sa médaille aux Jeux paralympiques d'hiver de 2010.*
- La députée de Joliette sur le sujet suivant : *50^e anniversaire de la radio M 103,5 FM de Lanaudière.*
- Le député de Jean-Talon sur le sujet suivant : *Mois du Parkinson.*
- Le député de Drummond sur le sujet suivant : *Service d'intervention d'urgence du Centre-du-Québec.*
- Le député de Chauveau sur le sujet suivant : *Clubs Optimistes.*
- La députée de Saint-Henri–Sainte-Anne sur le sujet suivant : *Hommage à M. Victor Matte, bénévole à Pointe Saint-Charles.*
- Le député de Verchères sur le sujet suivant : *L'excellente performance de Cynthia Phaneuf aux Championnats du monde de patinage artistique de Turin.*
- Le député de Bourget sur le sujet suivant : *Les nombreuses récompenses du film Polytechnique aux prix Génie.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

- DÉPÔTS**
- a) documents
 - b) rapports de commissions
 - c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

- 1) Reprise du débat, ajourné le **13 avril 2010**, sur la motion du ministre des Finances proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement,

Et sur les motions formulant un grief présentées par :

Le député de Rousseau :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son budget 2010-2011 qui augmente lourdement le fardeau fiscal des Québécois sans garantie d'un meilleur contrôle des dépenses du gouvernement.

Le député de Mercier :

QUE l'Assemblée nationale blâme avec sévérité le gouvernement pour avoir présenté un budget qui aura pour conséquence d'appauvrir durablement la grande majorité de la population du Québec et d'avantager outrageusement la minorité de fortunés et d'intérêts privés qui exercent une influence antidémocratique sur les décideurs publics.

La chef de l'opposition officielle :

QUE l'Assemblée nationale condamne le gouvernement libéral pour son budget 2010-2011 qui n'est pas conforme aux promesses électorales du premier ministre.

Le député de Nicolet-Yamaska :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le premier ministre, le ministre des Finances, le ministre du Revenu et la présidente du Conseil du trésor pour leur refus de discuter avec Ottawa de l'instauration d'un rapport d'impôt unique au Québec qui permettrait d'alléger annuellement de 500 millions de dollars le fardeau fiscal des contribuables québécois.

Le député de Marie-Victorin :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le premier ministre et le ministre de la Santé et des Services sociaux pour l'imposition de la taxe libérale de 200 \$ en santé ainsi que l'imposition d'une taxe à la maladie sous forme de ticket modérateur.

Le député de Verchères :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le premier ministre et la ministre des Transports pour leur manque de rigueur dans l'attribution des contrats du ministère.

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

- 2) Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire qui, le 20 janvier 2010, a procédé à des auditions publiques dans le cadre de consultations particulières sur le projet de règlement sur la sécurité des piscines résidentielles, ainsi qu'à l'étude dudit projet. Le rapport contient 10 recommandations.

Rapport déposé le **23 mars 2010**

En conformité avec les dispositions du deuxième alinéa de l'article 94 (R.A.N.), le délai pour la prise en considération du rapport ne court pas présentement.

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 3) Projet de loi n° 38
Loi modifiant la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire et la Loi sur l'Université du Québec en matière de gouvernance
Présenté par la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport le 16 juin 2009
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations)
déposé le **6 octobre 2009**

- 4) Projet de loi n° 54
Loi modifiant la Loi sur l'Agence de l'efficacité énergétique et la Loi sur la Régie de l'énergie
Présenté par la ministre des Ressources naturelles et de la Faune le **10 juin 2009**
- 5) Projet de loi n° 79
Loi modifiant la Loi sur les mines
Présenté par le ministre délégué aux Ressources naturelles et à la Faune le **2 décembre 2009**
- 6) Projet de loi n° 82
Loi sur le patrimoine culturel
Présenté par la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine le **18 février 2010**
-
- * Recommandation du lieutenant-gouverneur**
- 7) Projet de loi n° 84
Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'énergie relativement à la fiabilité du transport d'électricité
Présenté par la ministre des Ressources naturelles et de la Faune le **10 mars 2010**
- 8) Projet de loi n° 88
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement concernant la gestion des matières résiduelles et modifiant le Règlement sur la compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation de matières résiduelles
Présenté par la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs le **17 mars 2010**
- 9) Projet de loi n° 90
Loi concernant le parc national du Mont-Orford
Présenté par la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs le **23 mars 2010**
- 10) Projet de loi n° 92
Loi modifiant la Loi électorale concernant la représentation électorale
Présenté par le ministre responsable de la Réforme des institutions démocratiques le **25 mars 2010**

11) Projet de loi n° 93
Loi modifiant la Loi électorale concernant les règles de financement des partis politiques et modifiant d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre responsable de la Réforme des institutions démocratiques le **25 mars 2010**

12) Projet de loi n° 94
Loi établissant les balises encadrant les demandes d'accommodement dans l'Administration gouvernementale et dans certains établissements
Présenté par la ministre de la Justice le **24 mars 2010**

Étude détaillée en commission

13) Projet de loi n° 16
Loi favorisant l'action de l'Administration à l'égard de la diversité culturelle
Présenté par la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles le 18 mars 2009
Principe adopté le 22 septembre 2009
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **21 octobre 2009**

14) Projet de loi n° 44
Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel en matière de gouvernance
Présenté par la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport le 16 juin 2009
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 6 octobre 2009
Principe adopté le **27 octobre 2009**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

15) Projet de loi n° 48
Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le leader du gouvernement et ministre responsable de la Réforme des institutions démocratiques le 14 mai 2009
Rapports de la Commission des institutions (consultations) déposés les 11 juin 2009 et 8 octobre 2009
Principe adopté le **25 novembre 2009**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

- 16)** Projet de loi n° 58
Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et d'autres dispositions législatives concernant les communautés métropolitaines
Présenté par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le 18 juin 2009
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 16 février 2010
Principe adopté le **17 février 2010**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 17)** Projet de loi n° 67
Loi sur l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 12 novembre 2009
Principe adopté le **26 novembre 2009**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 18)** Projet de loi n° 71
Loi modifiant de nouveau le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives
Présenté par la ministre des Transports le 3 décembre 2009
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 10 mars 2010
Principe adopté le **11 mars 2010**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement
- 19)** Projet de loi n° 83
Loi encadrant l'obligation faite à l'État de financer certains services juridiques
Présenté par la ministre de la Justice le 10 février 2010
Principe adopté le 11 mars 2010
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le **24 mars 2010**
- 20)** Projet de loi n° 87
Loi sur la publicité légale des entreprises
Présenté par le ministre du Revenu le 16 mars 2010
Principe adopté le **25 mars 2010**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

Prise en considération de rapports de commissions

- 21) Projet de loi n° 64
Loi donnant suite à l'énoncé économique du 14 janvier 2009, au discours sur le budget du 19 mars 2009 et à certains autres énoncés budgétaires
Présenté par le ministre du Revenu le 5 novembre 2009
Principe adopté le 9 février 2010
Rapport de la Commission des finances publiques déposé le **24 mars 2010**

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 22) Projet de loi n° 190
Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'emplois supérieurs
Présenté par le député de Shefford le **25 mars 2009**
- 23) Projet de loi n° 191
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général
Présenté par le député de Shefford le **25 mars 2009**
- 24) Projet de loi n° 192
Loi modifiant la Loi permettant d'assurer l'agrandissement du parc national du Mont-Orford, la préservation de la biodiversité de territoires limitrophes et le maintien des activités récréotouristiques afin de réintégrer dans les limites territoriales de ce parc les terres qui en ont été distraites
Présenté par le député de Berthier le **7 avril 2009**
- 25) Projet de loi n° 193
Loi modifiant la Loi sur les transports
Présenté par le député de Chutes-de-la-Chaudière le **8 avril 2009**
- 26) Projet de loi n° 194
Loi modifiant la Loi sur l'assurance maladie
Présenté par le député de La Peltrie le **29 avril 2009**
- 27) Projet de loi n° 196
Loi sur la protection des dénonciateurs du secteur public québécois
Présenté par le député de Richelieu le **29 avril 2009**

28) Projet de loi n° 198

Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social

Présenté par la députée de Marguerite-D'Youville le **14 mai 2009**

29) Projet de loi n° 390

Loi proclamant le Jour commémoratif de la famine et du génocide ukrainiens (l'Holodomor)

Présenté par la députée de Rosemont le **25 novembre 2009**

30) Projet de loi n° 391

Loi visant à affirmer les valeurs fondamentales de la nation québécoise

Présenté par la députée de Charlevoix le **24 novembre 2009**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

31) Projet de loi n° 216

Loi concernant la Ville de Rimouski

Présenté par le député de Rimouski le **12 novembre 2009**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

32) Crédits budgétaires pour l'année financière se terminant le 31 mars 2011 déposés par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le 30 mars 2010 et renvoyés pour étude aux commissions permanentes compétentes le **31 mars 2010.**

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

33) 13 avril 2010

Motion de la chef de l'opposition officielle :

QUE l'Assemblée nationale du Québec mandate le Vérificateur général du Québec et le juge à la retraite John Gomery afin qu'ils déterminent le mandat et la composition d'une commission d'enquête publique portant sur les allégations dans l'industrie de la construction et le financement du Parti libéral du Québec.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

[COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE](#)

Mandat statutaire

- Audition portant sur les projets de modernisation des centres hospitaliers universitaires de Montréal.
- Audition du Protecteur du citoyen concernant son rapport annuel de gestion 2008-2009.

- Audition du président et chef de la direction d'Investissement Québec concernant le Rapport spécial du Vérificateur général portant sur le Fonds d'intervention économique régional, volet « fonds régionaux d'investissement ».

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

Consultation générale :

- **Projet de loi n° 79**, Loi modifiant la Loi sur les mines (mandat confié le 16 mars 2010).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 84**, Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'énergie relativement à la fiabilité du transport d'électricité (mandat confié le 1^{er} avril 2010).

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 58**, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et d'autres dispositions législatives concernant les communautés métropolitaines (mandat confié le 17 février 2010).
- **Projet de loi n° 216**, Loi concernant la Ville de Rimouski (mandat confié le 12 novembre 2009).

Mandat statutaire

- Audition de la Commission de la capitale nationale du Québec.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Régie du logement.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 44**, Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel en matière de gouvernance (mandat confié le 27 octobre 2009).

Mandat d'initiative

- Examiner le phénomène du décrochage scolaire en se concentrant sur la valorisation de l'éducation et sur les actions mises en œuvre dans les différentes régions du Québec.

Mandat statutaire

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire, conformément à l'article 4.2 de la *Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire*.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat statutaire

- Étude des états financiers et des rapports annuels 2007-2008 et 2008-2009 du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Commission des partenaires du marché du travail.

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 87**, Loi sur la publicité légale des entreprises (mandat confié le 1^{er} avril 2010).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 87**, Loi sur la publicité légale des entreprises (mandat confié le 25 mars 2010).

Mandat d’initiative

- L’indexation des régimes de retraite des secteurs public et parapublic.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l’Assemblée

Consultation générale :

- **Projet de loi n° 94**, Loi établissant les balises encadrant les demandes d’accommodement dans l’Administration gouvernementale et dans certains établissements (mandat confié le 25 mars 2010).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 48**, Code d’éthique et de déontologie des membres de l’Assemblée nationale (mandat confié le 25 novembre 2009).
- **Projet de loi n° 83**, Loi encadrant l’obligation faite à l’État de financer certains services juridiques (mandat confié le 11 mars 2010).

Mandat réglementaire

- Audition du Protecteur du citoyen.

Surveillance d’organismes publics et reddition de comptes :

- Examiner les orientations, les activités et la gestion de la Commission des services juridiques.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l’Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 16**, Loi favorisant l’action de l’Administration à l’égard de la diversité culturelle (mandat confié le 22 septembre 2009).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 67**, Loi sur l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux (mandat confié le 26 novembre 2009).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 67**, Loi sur l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux (mandat confié le 26 novembre 2009).

Mandat statutaire

- Étude des rapports annuels 2005-2006 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Montréal; Laval; Lanaudière (décision de la Commission des affaires sociales le 13 mai 2009).
- Étude des rapports annuels 2006-2007 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Montréal; Laval; Lanaudière; Laurentides; Montérégie (décision de la Commission des affaires sociales le 13 mai 2009).
- Étude des rapports annuels 2007-2008 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Montréal; Laval; Lanaudière; Laurentides; Montérégie (décision de la Commission des affaires sociales le 13 mai 2009).
- Étude des rapports annuels 2008-2009 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Chaudière-Appalaches, Lanaudière, Montréal (déféré le 6 octobre 2009); Baie-James, Laval, Montérégie et Outaouais (déféré le 7 octobre 2009); Bas-Saint-Laurent, Mauricie et Centre-du-Québec (déféré le 8 octobre 2009); Estrie et Laurentides (déféré le 20 octobre 2009).
- Étude du rapport annuel 2008-2009 de la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik (déféré le 10 février 2010).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- Document intitulé *Vers un développement durable de la pratique* (mandat confié le 9 février 2010).

- **Projet de loi n° 88**, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l’environnement concernant la gestion des matières résiduelles et modifiant le Règlement sur la compensation pour les services municipaux fournis en vue d’assurer la récupération et la valorisation de matières résiduelles (mandat confié le 30 mars 2010).
- **Projet de loi n° 90**, Loi concernant le parc national du Mont-Orford (mandat confié le 13 avril 2010).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 71**, Loi modifiant de nouveau le Code de la sécurité routière et d’autres dispositions législatives (mandat confié le 11 mars 2010).

Mandat d’initiative

- La situation des lacs au Québec en regard des cyanobactéries.

Mandat réglementaire

Surveillance d’organismes publics et reddition de comptes :

- Examiner les orientations, les activités et la gestion du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement.
- Examiner les orientations, les activités et la gestion de la Commission de la qualité de l’environnement Kativik.
- Examiner les orientations, les activités et la gestion de la Commission des transports du Québec.
- Examiner les orientations, les activités et la gestion du Conseil d’experts sur les contributions d’assurance de la Société de l'assurance automobile du Québec.

Interpellation :

- Du député de Verchères à la ministre des Transports sur le sujet suivant : *L’octroi de contrats au ministère des Transports du Québec* (avis donné le 1^{er} avril 2010).

COMMISSION SPÉCIALE SUR LA QUESTION DE MOURIR DANS LA DIGNITÉ

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

29) M. Trottier (Roberval) – **27 novembre 2009**

À la ministre des Ressources naturelles et de la Faune :

Le 22 avril 2005, lors du Budget 2005-2006, votre gouvernement a annoncé 205 M\$ pour soutenir le virage dans le secteur forestier.

1. Combien de cet argent a été dépensé ?
2. Combien d'emplois ont été créés?
3. Combien d'emplois ont été créés et d'argent dépensé, ventilés par projet ?

30) M. Trottier (Roberval) – **27 novembre 2009**

À la ministre des Ressources naturelles et de la Faune :

Le 17 octobre 2005, en lien avec le virage forestier québécois, votre gouvernement annonçait un investissement de plus de 450 M\$ sur trois ans en réponse aux plans d'action soumis par les régions.

1. Combien de cet argent a été dépensé ?
2. Combien d'emplois ont été créés?
3. Combien d'emplois ont été créés et d'argent dépensé, ventilés par projet ?

31) M. Trottier (Roberval) – **27 novembre 2009**

À la ministre des Ressources naturelles et de la Faune :

Le 28 mars 2006, en lien avec le Plan d'intervention pour la forêt, votre gouvernement a annoncé une série d'initiatives totalisant 925 M\$ pour relancer l'industrie forestière québécoise.

1. Combien et quelles initiatives ont été financées ?

2. Combien de cet argent a été dépensé ?
3. Combien d'emplois ont été créés?
4. Combien d'emplois ont été créés et d'argent dépensé, ventilés par projet ?

32) M. Trottier (Roberval) – **27 novembre 2009**

À la ministre des Ressources naturelles et de la Faune :

Le 20 octobre 2006, votre gouvernement annonce que le plan gouvernemental comprendra quatre volets et qu'il totalise des investissements de 721,8 M\$. Le communiqué de presse disait :

« Le plan gouvernemental comprend quatre volets et il totalise des investissements de 721,8 M\$. Ces quatre volets sont :

- un soutien aux travailleurs de 54,8 M\$;
- un soutien aux communautés de 45 M\$;
- un investissement de 197 M\$ dans une nouvelle approche de la gestion forestière;
- le maintien d'une enveloppe de 425 M\$ destinée au financement de projets de modernisation d'entreprises avec certains ajustements, particulièrement en levant la contrainte d'obtenir en garantie les droits compensatoires ».

1. Quel est le détail des projets financés pour chacun de ces volets ?
2. Combien de cet argent a été dépensé ?
3. Combien d'emplois ont été créés?
4. Combien d'emplois ont été créés et d'argent dépensé, ventilés par projet ?

33) M. Trottier (Roberval) – **27 novembre 2009**

À la ministre des Ressources naturelles et de la Faune :

Le 10 mai 2007, au sein du plan de travail pour les huit prochains mois, votre gouvernement annonce 60 M\$.

1. Combien de cet argent a été dépensé ?

2. Combien d'emplois ont été créés?
3. Combien d'emplois ont été créés et d'argent dépensé, ventilés par projet ?

34) M. Trottier (Roberval) – **27 novembre 2009**
À la ministre des Ressources naturelles et de la Faune :

Le 19 mars 2009, au sein du Budget 2009-2010, votre gouvernement prévoit 65 M\$ sur deux ans pour les travaux sylvicoles et le développement de nouveaux marchés dans le budget du Québec.

1. Combien de cet argent a été dépensé ?
2. Combien d'emplois ont été créés?
3. Combien d'emplois ont été créés et d'argent dépensé, ventilés par projet ?

35) M. Trottier (Roberval) – **27 novembre 2009**
À la ministre des Ressources naturelles et de la Faune :

En mai 2009, avec Ottawa, votre gouvernement accorde 200 M\$ pour les travaux de sylviculture.

1. Combien de cet argent a été dépensé ?
2. Combien d'emplois ont été créés?
3. Combien d'emplois ont été créés et d'argent dépensé, ventilés par projet et par région ?

40) M. St-Arnaud (Chambly) – **9 mars 2010**
Au ministre de la Sécurité publique :

Au 9 mars 2010, combien de personnes font l'objet d'un mandat d'arrestation pour liberté illégale au Québec ?

1. Combien de ces mandats non encore exécutés avaient été émis en 2003 ?
2. Combien de ces mandats non encore exécutés avaient été émis en 2004 ?

3. Combien de ces mandats non encore exécutés avaient été émis en 2005 ?
4. Combien de ces mandats non encore exécutés avaient été émis en 2006 ?
5. Combien de ces mandats non encore exécutés avaient été émis en 2007 ?
6. Combien de ces mandats non encore exécutés avaient été émis en 2008 ?
7. Combien de ces mandats non encore exécutés avaient été émis en 2009 ?

41) M. St-Arnaud (Chambly) – **18 mars 2010**

Au ministre de la Sécurité publique :

Au 16 mars 2010 :

1. Combien y avait-il de cellules dans chacun des centres de détention ?
2. Quelle était la capacité d'accueil de chacun des centres de détention au Québec ?
3. Combien y avait-il de personnes détenues dans chacun des centres de détention du Québec ?
 - a) Combien de ces détenus se trouvaient dans des bâtiments modulaires temporaires, et ce, pour chacun des centres de détention du Québec ?
4. Quel était le pourcentage de prévenus par rapport au nombre total de détenus dans l'ensemble des centres de détention du Québec ?

42) Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – **25 mars 2010**

Au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale :

Est-ce que le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale peut déposer l'analyse différenciée, selon le sexe, concernant l'application des règles actuelles sur les pensions alimentaires et nous indiquer quelles suites il entend y donner ?

43) Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – **25 mars 2010**

À la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine :

Est-ce que la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine peut déposer les documents ou rapports de mission de la délégation du Québec qui s'est rendue à la 54^e session de la Commission de la condition de la femme de l'Organisation des nations unies « Beijing + 15 » ?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

a) 1^{er} avril 2010

Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'en renforcer le respect – *ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.*

Projets de loi publics au nom des députés

b) 11 mars 2010

Loi modifiant la Loi sur l'administration publique afin d'obliger les ministères et organismes à publier un rapport mensuel de leurs dépenses – *député de Shefford.*

c) 13 avril 2010

Loi sur l'Agence québécoise du cancer – *député de La Peltrie.*

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS